

AIST 43

STATUTS 1^{ER} JANVIER 2013

Statuts certifiés conforme
Le 10/02/2016



TITRE I CONSTITUTION ET OBJET DE L'ASSOCIATION

Article 1 – Constitution – Dénomination

Entre les personnes physiques ou morales qui adhèrent aux présents statuts, il est constitué, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, ainsi que des dispositions du Code du Travail applicables, une Association qui prend pour dénomination Association Interprofessionnelle de Santé au Travail de la Haute-Loire et pour sigle AIST 43.

Article 2 – Objet

L'Association a pour objet d'assurer l'organisation, le fonctionnement et la gestion du Service de Santé au Travail Interentreprises (SSTI) dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur avec pour finalité d'éviter toute altération de la santé des salariés des entreprises adhérentes du fait de leur travail.

L'Association peut, dans ce cadre, notamment favoriser, grouper, gérer toutes institutions et organismes répondant aux dispositions légales et réglementaires, dont les Lois du 11 octobre 1946 et du 20 juillet 2011, et de tout texte modificatif nouveau qui pourrait venir les préciser ou s'y substituer.

Article 3 – Siège social

Le siège de l'Association est fixé à « rue Richond des Brus – 43000 LE PUY EN VELAY ».

Il pourra, par la suite, être transféré par décision du Conseil d'Administration, portée à la connaissance des adhérents. Le Conseil d'Administration a, dans ce cadre, notamment pouvoir pour procéder à la modification de l'adresse du siège dans les présents statuts.

Article 4 – Durée

La durée de l'association est illimitée.

TITRE II COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Article 5 – Qualité de membre

Peuvent adhérer à l'Association tout employeur relevant du champ d'application de la Santé au Travail définie dans le Code du Travail, 4^{ème} Partie, Livre VI, Titre II.

Peuvent également être admis comme membres correspondant, sans fonction élective ni voix délibérative, les Collectivités décentralisées et Etablissements publics ayant la personnalité juridique relevant de la Médecine de Prévention dès lors que la réglementation le leur permet.

Dans ce cas, une convention précisant les modalités d'interventions de l'AIST 43 devra être préalablement approuvée par le Conseil d'Administration.

Le Règlement Intérieur de l'AIST 43 précisera les conditions d'adhésion en cas de personne physique ou morale.

Article 6 – Conditions d'adhésion

Pour faire partie de l'Association, les postulants doivent :

- remplir les conditions indiquées à l'article 5 ci-dessus ;
- adresser à l'Association une demande écrite ;
- accepter les présents statuts et le règlement intérieur ;
- s'engager à payer les droits et les cotisations dont les montants sont fixés chaque année conformément aux dispositions prévues par les statuts et le règlement intérieur.

Le Règlement Intérieur précisera les conditions d'adhésion et en particulier la notion de contrat entre l'adhérent et le service au sens des décrets de 2012.

Article 7 – Perte de qualité de membre

La qualité de membre de l'Association se perd par :

- la démission : l'adhérent qui entend démissionner doit en informer l'Association par lettre recommandée avec avis de réception sous un préavis de 3 mois avant la fin de l'exercice social en cours. La démission prend effet au 1^{er} janvier de l'exercice suivant la date d'expiration du préavis,
- la perte du statut d'employeur,
- la radiation prononcée pour retard de paiement des droits et cotisations,
- la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour infraction aux statuts ou au règlement intérieur de l'Association, inobservation des obligations incombant aux adhérents au titre de la réglementation ou tout acte contraire aux intérêts de l'ensemble des adhérents.

Le Conseil d'Administration donne mandat explicite au Président et/ou au Directeur de prononcer les radiations dans les conditions prévues au Règlement Intérieur.

Dans tous ces cas, l'adhérent est prévenu par écrit et peut, sur sa demande écrite, être entendu par le Conseil d'Administration.

En cas de radiation comme pour une démission, les cotisations restent dues pour l'année civile entamée ; il n'est fait aucun remboursement sur la cotisation de la période en cours.

Titre III RESSOURCES de L'ASSOCIATION

Article 8 – Ressources

Les ressources de l'Association se composent :

- des cotisations annuelles et des droits d'admission fixés par le Conseil d'Administration et ratifiés annuellement par l'Assemblée Générale pour chaque catégorie d'adhérents et payables selon les modalités arrêtées par le règlement intérieur de l'Association ;
- du remboursement des dépenses exposées par le Service notamment pour examens, enquêtes, études spéciales occasionnés par les besoins des adhérents non prévus comme une contrepartie mutualisée à l'adhésion dans le règlement intérieur ;
- des subventions qui pourront lui être accordées ;
- du revenu des biens et de toutes autres ressources autorisées par la loi ;
- des éventuels frais et pénalités visés par le règlement intérieur.

Un rapport comptable annuel, certifié par un Commissaire aux Comptes, est tenu à disposition.

TITRE IV CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 9 - Composition

L'Association est administrée paritairement par un Conseil d'Administration de 20 membres, dont 10 membres employeurs élus pour quatre ans par l'Assemblée Générale parmi les membres de l'Association, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et précisées dans le Règlement Intérieur de l'AIST 43 et, d'autre part, 10 représentants des salariés des entreprises adhérentes, désignés pour quatre ans par les Organisations Syndicales de salariés, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et précisées dans le Règlement Intérieur de l'AIST 43.

En cas de vacance, le Conseil d'Administration pourvoit provisoirement au remplacement des membres employeurs. Il est procédé à leur remplacement définitif par l'Assemblée Générale la plus proche. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des membres employeurs remplacés.

En cas de départ d'un membre salarié, l'Organisation Syndicale concernée est invitée à pourvoir à son remplacement dont les modalités et délais sont fixés par le règlement intérieur. Passé ce délai, l'Organisation Syndicale ne pourra arguer de nullité les délibérations du Conseil d'Administration, du fait de cette absence. Si l'Organisation Syndicale sus citée ne pourvoit pas au poste, ce dernier est réputé vacant.

Les membres sortants sont rééligibles une fois.

Article 10 - Perte de la qualité d'administrateur

La qualité d'administrateur élu se perd dans les cas suivants :

- la démission du poste d'administrateur avec notification par écrit au Président,
- la perte de qualité d'adhérent,
- le membre élu qui, sans excuse, n'a pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire par décision du Conseil d'Administration, sans recours possible.

La qualité d'administrateur désigné se perd dans les cas suivants :

- la démission du poste d'administrateur désigné avec notification par écrit au Président,
- la perte du mandat notifiée au Président par l'Organisation Syndicale concernée,
- la radiation de l'adhérent dont il est salarié,
- la perte du statut de salarié.

En cas de manquement d'un administrateur aux obligations de sa charge, comme en cas d'agissements ou de comportement de nature à nuire à l'Association, le Conseil d'Administration pourra proposer à l'Assemblée Générale la révocation de son mandat.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue d'en informer le Président de l'Association.



Article 11 - Bureau

Le Conseil d'Administration élit un Bureau, conformément à la réglementation, comprenant au minimum :

- un Président élu, parmi les administrateurs employeurs,
- un Vice Président élu parmi les administrateurs employeurs,
- un Trésorier élu parmi les administrateurs salariés,
- un Trésorier adjoint élu parmi les administrateurs employeurs,
- Un Secrétaire élu, parmi les administrateurs employeurs,
- Un Secrétaire adjoint élu, parmi les administrateurs salariés.

Le Bureau a pour principale fonction d'assurer la préparation des travaux du Conseil d'Administration.

La fonction de Trésorier du Conseil d'Administration est incompatible avec celle de Président de la Commission de Contrôle.

Les Trésoriers suivent les comptes pour l'exécution du budget et présentent un rapport à destination du Conseil d'Administration sur la situation financière de l'Association. Les Trésoriers proposent, en accord avec le Bureau, au Conseil d'Administration de fixer des cotisations et autres ressources, en vue d'approbation par l'Assemblée Générale. Ils présentent à l'Assemblée Générale les comptes arrêtés par le Conseil d'Administration.

Les Trésoriers ont un devoir d'alerte du Conseil d'Administration en cas de menace pesant sur la capacité financière de l'Association à faire face à ses engagements. Ils exercent leurs fonctions aux côtés du Président, de l'Expert-Comptable et du Commissaire aux Comptes de l'Association, sans interférer dans leur propre mission.

Le bureau est élu pour quatre ans, ses membres sont rééligibles.

En cas de pluralité de candidatures pour les fonctions de Trésorier et de Président ou de Vice-président par délégation et d'égalité de voix, le poste est attribué au plus jeune des candidats.

Article 12 - Président

Le Président représente l'Association dans tous les actes de la vie civile. Il représente notamment l'Association en justice, dans toutes procédures, tant en demande qu'en défense, sur délégation expresse du Conseil d'Administration.

Le Président, qui dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix, préside les réunions des différentes instances de l'association dont il est membre, à l'exception de la Commission de Contrôle.

En cas d'absence, il est remplacé par le Vice-Président qui dispose de la même voix prépondérante.

Il est chargé de veiller à la conformité d'exécution des décisions arrêtées par le Conseil d'Administration.

Le Président est habilité à ouvrir et faire fonctionner dans tous les Etablissements de crédit ou financiers, tous comptes et tous placements.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix, toutes délégations de pouvoir qu'il juge nécessaires dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés. Il en informe le Conseil d'Administration à la prochaine réunion qui suit la délégation.

Article 13 – Fonctionnement

Le Conseil d'Administration exerce les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'Association, gérer ses intérêts et, en conséquence, décider de tous les actes et opérations relatifs à son objet à l'exception de ceux que les présents statuts confient à l'Assemblée Générale ou au Président.

Le Conseil d'Administration se réunit chaque semestre et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande d'au moins 2/3 de ses membres. Le Conseil d'Administration peut valablement délibérer si au moins la moitié des administrateurs sont présents ou représentés par un membre du Conseil.

Un membre à la faculté de recevoir pouvoir de deux autres membres pour le représenter au Conseil d'Administration, chaque membre disposant ainsi de trois voix maximum, y compris la sienne.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux et signées par le Président et le Secrétaire.

Assistent également au Conseil d'Administration dans les conditions prévues par le règlement intérieur, le Directeur du SSTI (sauf point à l'ordre du jour le concernant directement), un représentant des Médecins du Travail (conformément à la réglementation en vigueur) et, le cas échéant, d'un autre représentant de l'équipe pluridisciplinaire, avec voix consultative.

Peuvent également assister au Conseil d'Administration, avec un avis consultatif, toute personne dont les compétences et expériences sont de nature à éclairer les travaux en fonction de l'ordre du jour.

TITRE V DIRECTION

Article 14 : Modalités

Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration nomme un Directeur, salarié de l'Association. Le Président fixe l'étendue des pouvoirs du Directeur par délégation et en informe le Conseil d'Administration qui fournit les moyens nécessaires à cette délégation.

Le Directeur met notamment en œuvre, sous l'autorité du Président, les décisions du Conseil d'Administration dans le cadre du projet pluriannuel de service, de l'agrément et du contrat d'objectif et de moyens. Il rend compte de son action au Président et au Conseil d'Administration.

Les fonctions, actions et missions du Directeur sont indiquées dans le Règlement Intérieur.

TITRE VI ASSEMBLEE GENERALE

Article 15 - Composition

L'Assemblée Générale comprend tous les membres adhérents.

Les adhérents peuvent se faire représenter par un mandataire muni d'un pouvoir régulier. Un adhérent ne peut se faire représenter que par un autre adhérent ayant lui-même le droit de participer à l'Assemblée Générale.

Les pouvoirs en blanc sont réputés conformes aux dispositions, délibérations et motions approuvées par le Conseil d'Administration.

Les membres correspondants assistent à l'Assemblée Générale avec voix consultative.

Seuls les membres à jour de leur cotisation peuvent participer à l'assemblée générale et seront à ce titre convoqués selon des modalités prévues au règlement intérieur.

Article 16 - Fonctionnement

Les membres adhérents de l'Association se réunissent en Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire.

L'Assemblée Générale des adhérents à l'Association se réunit chaque année et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration ou sur la demande du quart au moins de ses membres.

L'Assemblée Générale est convoquée quinze jours calendaires au moins avant la date de la réunion prévue. Cette convocation peut se faire :

- soit par l'envoi d'une lettre ordinaire à chacun des adhérents,
- soit par avis dans un journal d'annonces légales départemental,
- soit par tout autre mode permettant d'atteindre l'ensemble des adhérents.

Son ordre du jour est établi par le Conseil d'Administration.

Le Bureau de l'Assemblée Générale est celui du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale entend le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion et la situation financière et morale de l'Association. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et donne quitus au Conseil d'Administration de sa gestion. Elle approuve le budget prévisionnel de l'exercice suivant et délibère sur les questions mises à l'ordre du jour par le Conseil d'Administration.

Elle pourvoit à l'élection ou au renouvellement des membres du Conseil d'Administration représentant les entreprises adhérentes.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Les résolutions des Assemblées Générales sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire. Une copie du procès-verbal, du rapport annuel et des comptes est tenue à la disposition de tous les membres de l'Association.

TITRE VII SURVEILLANCE de L'ASSOCIATION

Article 17 - Commission de Contrôle

L'organisation et la gestion de l'Association sont placées sous la surveillance d'une Commission de Contrôle composée d'un tiers de représentants employeurs et de deux tiers de représentants des salariés, désignés pour quatre ans dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et selon la répartition prévue par le Règlement Intérieur de l'Association.

Le Président de la Commission de Contrôle est élu parmi les représentants des salariés. Le Secrétaire est élu parmi les membres employeurs. Les modalités d'élection sont précisées dans le règlement intérieur de la Commission.

Un représentant des Médecins du Travail assiste, avec voix consultative, à la Commission de Contrôle dans les conditions prévues par les textes applicables en vigueur.

Les règles de fonctionnement et les attributions de la Commission de Contrôle sont précisées dans le Règlement Intérieur qu'elle élabore.

TITRE VIII REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSOCIATION

Article 18 – Modalités

Le règlement intérieur de l'AIST 43 est établi par le Conseil d'Administration, sur proposition du Bureau. Il est porté à la connaissance de la plus prochaine Assemblée Générale. Il est modifié dans les mêmes conditions.

TITRE IX MODIFICATIONS DES STATUTS

Article 19 : Modalités

Les modifications des statuts sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire sur demande du Conseil d'Administration ou du 1/3 au moins des membres adhérents. Dans ce cas, cette proposition de modification devra être adressée au Président du Conseil d'Administration au moins trois mois avant la date de tenue de l'Assemblée Générale, le Président devant saisir le Conseil d'Administration en vue de la convocation de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale requiert la présence d'au moins un quart des membres adhérents, à jour de leur cotisation, présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est à nouveau convoquée à quinze jours au moins d'intervalle par voie de presse légale uniquement. Elle peut, lors de cette deuxième réunion, valablement délibérer quel que soit le nombre de ses membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

TITRE X DISSOLUTION

Article 20 - Modalités

L'Assemblée Générale Extraordinaire, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association, convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre au moins la moitié de ses adhérents à jour de cotisation, présents ou représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée de nouveau à quinze jours au moins d'intervalle par voie de presse légale uniquement. Elle peut alors valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 21 - Liquidation

En cas de dissolution volontaire ou prononcée en justice, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs Commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association. Elle attribue l'actif net à une ou plusieurs Associations à but non lucratif ayant une vocation sociale.

Dans le cas de biens acquis à l'aide de subventions allouées par l'Etat, la dévolution de ces biens devra recevoir l'autorisation du Ministère qui a accordé la subvention.

TITRE XI DISPOSITIONS DIVERSES

Article 22 - Evolutions

Les changements de Présidents (Conseil d'Administration et Commission de Contrôle) et de Directeur de l'Association, ainsi que toutes modifications apportées aux statuts, sont portés à la connaissance du Préfet et du Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi dans un délai d'un mois.

Statuts approuvés en Assemblée Générale Extraordinaire le 7 décembre 2012.

Fait au Puy en Velay, pour application au 1^{er} janvier 2013.

Le 19 décembre 2012

**Le Secrétaire
Gérard KEIRLE**



**ASSOCIATION
INTERPROFESSIONNELLE
DES SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL**
Arrondissements du Puy et d'Yssingaux
Rue Richond des Brus
43000 LE PUY-EN-VELAY
SIRET 779 144 013 00025 - NAF 8622 C

**Le Président
Bernard DELIANCE**

